



Mission régionale d'autorité environnementale

BRETAGNE

**Décision de la Mission régionale
d'autorité environnementale de BRETAGNE
après examen au cas par cas
sur le zonage d'assainissement des eaux usées
de la commune de Gouesnac'h (29)**

n° MRAe 2017-005040

Décision du 2 août 2017
après examen au cas par cas
en application de l'article R122-18 du code de l'environnement

La présidente de la mission régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) de la région Bretagne ;

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2224-10 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-4, R122-17-II et R122-18 ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du CGEDD ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai et 19 décembre 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 5 janvier 2017 portant délégation pour la mise en œuvre de l'article R122-18 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Gouesnac'h, transmise par la commune de Gouesnach'h et reçue le 14 juin 2017 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé, délégation départementale du Finistère, en date du 3 juillet 2017 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à définir :

- les zones d'assainissement collectif où les communes sont responsables de la collecte et du traitement des eaux usées domestiques ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où les communes sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

Considérant que le projet de zonage est conduit dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune, lequel a fait l'objet d'une décision de dispense d'évaluation environnementale par une décision de la MRAe du 11 août 2016 ;

Considérant que la commune de Gouesnac'h, membre de la communauté de communes du Pays Fouesnantais, élément du territoire du SCoT de l'Odet, a un projet de PLU qui prévoit l'accueil de 532 nouveaux habitants et la création d'environ 345 logements d'ici 15 ans ;

Considérant la localisation de la commune dont le territoire est concerné par :

- la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) « Vallée de l'Odet » ;
- plusieurs cours d'eau auxquels est connecté un important réseau de zones humides ;
- un risque de submersion marine ;
- est concerné par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Odet » ;

Considérant que la commune est raccordée à la station de traitement des eaux usées de Moulin de Pont, mise en service en 2014, opérée par le syndicat Intercommunal de Clohars-Fouesnant et d'une capacité nominale de traitement de 15 000 équivalents habitants (EH) ;

Considérant que le projet de zonage prévoit d'intégrer la totalité des zones ouvertes à l'urbanisation par le PLU, soit une charge organique supplémentaire estimées à 300 EH, et qu'à l'horizon 2030 le besoin maximal sur les 4 communes raccordées à la station est estimé par la commune à 4672 EH, donc largement au-dessous de la capacité de la station ;

Considérant que la commune s'engage sur la résorption des situations d'assainissements non-collectifs identifiés comme non-conformes ;

Considérant que le réseau d'assainissement est exclusivement de type séparatif ;

Considérant que la collectivité a déjà élaboré un diagnostic précis de l'état de l'assainissement communal, et qu'elle s'engage sur un suivi attentif des données de l'auto-contrôle pour adapter s'il y avait lieu la capacité de traitement à l'évolution des besoins ;

Décide :

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, **le projet de zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Gouesnac'h est dispensé d'évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le rapport environnemental du projet de zonage d'assainissement devra comporter tous les éléments indiqués à l'article R122-20 du code de l'environnement. Conformément à l'art. R122-21 du même code, la collectivité devra transmettre pour avis à l'Autorité environnementale le dossier comprenant le projet de zonage et son rapport environnemental.

Article 4

La présente décision sera transmise à la personne publique responsable ainsi qu'au Préfet du département concerné. Par ailleurs, elle sera publiée sur le site Internet de la MRAe (www.mrae.developpement-durable.gouv.fr).

Fait à Rennes, le 2 août 2017

La Présidente de la MRAe de la région Bretagne



Françoise GADBIN

Voies et délais de recours

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une étude d'impact ou d'une évaluation environnementale.

Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Service d'appui technique à la mission régionale d'Autorité environnementale Bretagne (CoPrEv)
Bâtiment l'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes cedex